

## La facture des niches fiscales va frôler les 90 milliards d'euros l'an prochain

*Les Échos 6/10/2016*

### FISCALITÉ

**Le coût des dépenses fiscales va grimper de plus de 4 milliards en 2017.**

**Les dernières lois de finances n'ont pas réussi à contenir l'inflation du nombre de niches.**

Ingrid Feuerstein  
@In\_Feuerstein

Une fois encore, les niches fiscales vont peser lourd dans le budget de l'Etat en 2017. D'après les documents annexés au projet de loi de finances, le montant des « dépenses fiscales » – selon le terme consacré – devrait s'approcher des 90 milliards d'euros l'an prochain, soit une hausse de plus de 4,1 milliards par rapport à 2016. Un dérapage comparé au plafond fixé par la loi de programmation des finances publiques (86 milliards), et qui ne s'explique pas uniquement par la montée en puissance du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE). Certes, le CICE, dont le coût passe de 12,6 milliards d'euros en 2016 à 15,8 milliards en 2017, va fortement peser dans la balance.

#### Quatorze nouvelles niches

Mais même en excluant les effets du CICE, la facture des niches fiscales continue d'augmenter, de 73,2 milliards en 2016 à 74,1 milliards en 2017. Et les dernières lois de finances n'ont pas réussi à contenir l'inflation du nombre de niches. Ainsi, près de quatorze nouvelles petites niches ont été créées l'an dernier, alors que, dans le même temps, seules quatre ont été supprimées et cinq sont parvenues à échéance.

On est loin de l'ambition affichée en début de quinquennat. La promesse de François Hollande de raboter les niches fiscales de 29 milliards d'euros avait mis les crédits d'impôt au cœur du débat. Dans une tentative de maîtriser leur coût, la précédente majorité avait introduit un plafond pour les ménages, que le gouvernement socialiste a renforcé en l'abaissant à 10.000 euros. Mais ce plafonnement n'a eu qu'un effet limité sur le coût des niches fiscales, ne serait-ce que parce que leur définition dans les documents budgétaires est bien plus large que leur appellation commune. Les « dépenses fiscales » comprennent aussi bien les crédits d'impôts à destination des particuliers, le CICE, le crédit d'impôt recherche, les taux de TVA réduits ou encore des exonérations de TICPE... De fait, la hausse du coût en 2017 s'explique en partie par la

montée en puissance de la contribution climat énergie. Comme elle gonfle les recettes de TICPE, elle contribue mécaniquement à accroître le coût des exonérations de TICPE.

Concernant plus précisément les crédits et réductions d'impôts perçus par les particuliers, l'administration fiscale les chiffre à 13,6 milliards d'euros. La suppression de certaines niches, comme la déductibilité des intérêts d'emprunt, a bien eu des effets. Son coût, résiduel, devrait être ramené à 200 millions d'euros en 2017. Mais d'autres niches montent en puissance, à l'instar du crédit d'impôt transition énergétique, réévalué à 1,7 milliard. La conversion de la réduction d'impôt en crédit d'impôt pour l'emploi à domicile chez les retraités devrait alourdir la facture d'au moins 1 milliard à compter de 2018. ■

### Niches fiscales : les dispositifs les plus coûteux

En milliards d'euros, en 2017

Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)	15,77
Crédit d'impôt recherche	5,50
Abattement de 10 % sur le montant des retraites	4,15
Crédit d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile*	3,52
TVA à 10 % sur les travaux de rénovation	3,41
TVA à 2,10 % applicable aux médicaments remboursables	2,45
TVA à 5,5% sur la restauration	2,40
Exonération des prestations familiales, gardes d'enfants, etc.	1,99
Taxe réduite sur le gazole	1,89
Crédit d'impôt transition énergétique	1,67

\* Y compris pour les demandeurs d'emplois de moins de 3 mois

# En cinq ans, 32 milliards d'impôts en plus pour les Français

Selon le Trésor, seuls 20 % des ménages, les plus modestes, ont vu leur pouvoir d'achat augmenter

*le Monde*  
6/10/2016

L'actuelle majorité continue de traîner comme un boulet le « choc fiscal » du début du quinquennat, malgré les baisses d'impôt sur le revenu intervenues depuis 2014. Pour la première fois, la direction du Trésor se livre à un bilan d'ensemble des mesures nouvelles en prélèvements obligatoires – portant sur les ménages – intervenues entre 2012 et 2017. Et elle examine leurs effets redistributifs. Cette étude, publiée mardi 4 octobre, constitue un des chapitres du rapport économique, social et financier (RESF) qui accompagne le projet de loi de finances pour 2017.

Selon le Trésor, les mesures de hausses des prélèvements obligatoires portant sur les ménages ont représenté 26 milliards d'euros cumulés sur 2012 et 2013, soit environ 2 % du revenu disponible brut des ménages. Cependant, note son étude, ce montant résulte pour les deux tiers de mesures votées par la majorité précédente, mais dont l'effet s'est prolongé les années suivantes. Il en est ainsi de la suppression des triples déclarations en cas de mariage, de la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus, de la suppression de la « demi-part des veuves » ou du crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt pour la résidence principale qui s'est éteint progressivement jusqu'en 2017.

Au total, entre 2012 et 2017, c'est un montant net cumulé de 32 milliards d'euros de mesures nouvelles qui aura pesé sur les ménages. L'étude du Trésor ne prend toutefois pas en compte les effets de la fiscalité indirecte, comme la TVA ou la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, qui représentent quand même plus de 40 % des prélève-

ments des ménages.

Le « choc fiscal » s'est donc essentiellement concentré sur les deux premières années du quinquennat. A partir de 2014, un début de « restitution » s'opère, en direction essentiellement des contribuables aux revenus modestes, puis élargie aux revenus médians. En 2014, la réduction exceptionnelle de 1,5 milliard d'euros d'impôt sur le revenu (IR) bénéficie à 4,2 millions de foyers. La suppression de la première tranche du barème en 2015 permet une baisse supplémentaire de 1,5 milliard d'euros pour 9,5 millions de foyers. En 2016, la baisse de l'IR à hauteur de 2 milliards d'euros a réduit l'impôt de 8 millions de foyers fiscaux. Enfin, le projet de loi de finances pour 2017 prévoit une réduction de 20 % de l'IR pour 1 milliard d'euros, qui bénéficiera à 5 millions de foyers fiscaux. Au total, les baisses d'IR cumulées depuis 2014 représentent 6 milliards d'euros.

## Évaluer les effets redistributifs

L'intérêt principal de ce bilan récapitulatif tient à l'évaluation des effets redistributifs des mesures prises depuis le début du quinquennat. Cette évaluation couvre seize mesures fiscales, regroupées en trois grandes catégories : les mesures fiscales ciblées sur les bas revenus et les revenus médians ; celles ciblées sur les hauts revenus ; les réductions d'avantages fiscaux non ciblés. Et quatorze mesures sociales : celles contribuant au financement du vieillissement de la population ; les mesures sociales ciblées sur les ménages modestes et la modulation des prestations familiales. Echappe toutefois à cette évaluation la fiscalité indirecte, ainsi que la fiscalité locale et sur le patrimoine.

Outre les baisses d'impôt sur le revenu, les mesures ciblées sur les ménages modestes comprennent notamment la revalorisation du revenu solidarité active (RSA), de l'allocation de soutien familial et de l'allocation de rentrée scolaire, la majoration du complément familial, la fusion de la prime pour l'emploi et du RSA en une prime d'activité. A l'inverse, la baisse du plafond du quotient familial, la réduction à 10 000 euros du plafond de l'avantage des niches fiscales, la modulation des allocations familiales ou l'abaissement des plafonds et la modulation de la prestation d'accueil du jeune enfant auront pesé sur les plus aisés, ainsi que la création d'une tranche d'imposition supplémentaire à 45 % pour les revenus supérieurs à 150 000 euros.

Au total, ces mesures agrégées auront contribué à une hausse du niveau de vie des ménages du premier décile de revenu (moins de 10 730 euros annuels) de 4,7 %. Pour le deuxième décile (jusqu'à 13 520 euros), la hausse du niveau de vie aura été 0,8 %. Sur le quinquennat, l'ensemble des réformes fiscales et sociales aura permis d'augmenter de 2 milliards d'euros le pouvoir d'achat des 20 % de ménages les plus modestes.

Pour les ménages médians inférieurs, appartenant aux déciles 3 à 5 (jusqu'à 20 000 euros), les gains de pouvoir d'achat auront été modestes : de 0,2 % à 0,4 %. L'effet agrégé des différentes réformes se révèle nul pour le sixième décile (jusqu'à 22 340 euros). C'est à partir du septième décile que le pouvoir d'achat des ménages a été affecté à la baisse par les mesures considérées. De -0,4 % pour le décile 7 (jusqu'à 25 230 euros), -1 % pour le décile 8 (jusqu'à 29 580 euros), -1,4 % pour le décile 9 (jusqu'à 37 200 euros et -1,7 % pour le dernier décile (plus de 37 200 euros). Pour 40 % de la population, les mesures fiscales et

**Les transferts  
vers les ménages  
modestes auront  
eu un effet  
sensible  
en termes  
de réduction  
de la pauvreté  
et des inégalités**

sociales mises en œuvre pendant la législature auront donc eu un effet négatif sur le pouvoir d'achat.

Les transferts vers les ménages modestes auront eu un effet sensible en termes de réduction de la pauvreté et des inégalités. Selon le Trésor, les mesures cumulées auront permis de réduire de 360 000, dont 160 enfants, le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, soit 1 008 euros par mois et par unité de consommation. Une estimation qui ne peut cependant occulter le fait que, en 2014, 14,1 % de la population, soit près de 8,8 millions de personnes, vivaient en dessous du seuil de pauvreté fixé à 60 % du niveau de vie médian.

Quant à la redistributivité des mesures fiscales et sociales, elle se mesure également par l'évolution de l'écart relatif entre le seuil définissant le premier décile de revenus, les plus modestes, et le seuil du dernier décile, les plus aisés, mesuré par l'indice de Gini. Au regard de cet indice, la redistributivité du système socio-fiscal aura été accrue de 8,3 % depuis 2012.

Avec cette étude du Trésor, l'exécutif semble, enfin, vouloir donner un éclairage global sur ses décisions fiscales et sociales depuis le début du quinquennat et leur restituer un semblant de cohérence. A l'orée d'une année électorale, certains ne manqueront pas d'y voir une ultime tentative de repeindre son bilan en rose. ■

PATRICK ROGER

# Le sexisme au travail, toujours tabou

Blagues salaces,  
attitudes déplacées,  
pseudo-séduction...  
Les salariées ne sont  
pas épargnées par les  
conduites machistes.  
Mais peu osent  
briser l'omerta. //

## Les syndicats eux aussi à la traîne

**Les organisations syndicales ont tôt fait de prêcher l'égalité professionnelle dans les entreprises. Mais elles ont du mal à lutter contre le fond de sexisme qui perdure en leur sein. //**

Par Emmanuelle Souffi

*Liaisons Sociales  
octobre 2016*

**Q**uand elle a pris des responsabilités dans sa fédération, Marion\* savait que ses oreilles allaient siffler. Mais pas à ce point. Le bizutage a commencé très vite. Alors qu'elle voulait prendre la parole en réunion, elle s'entend répondre : « Toi, continue à boire ton biberon de lait ! » La militante a deux handicaps : elle est jeune... et c'est une femme, qui plus est jolie. De quoi nourrir les blagues graveleuses et les sous-entendus. Syndiquée chez FO, elle a remplacé un sexagénaire aux manettes depuis plusieurs décennies. « Ils se demandaient tous ce que j'avais fait pour arriver là, comme si ça n'avait rien à voir avec mes compétences ! s'étrangle-t-elle. Les syndicats critiquent les politiques, mais finalement ils font pareil. »

Pour des organisations censées défendre l'égalité professionnelle et lutter contre les violences faites aux femmes, de tels agissements font tache. Mais si les cordonniers étaient toujours bien chaussés... « Le sexisme existe dans toute la société, il n'y a donc pas de raison qu'il s'arrête aux portes des syndicats », confirme Sophie Binet, secrétaire générale adjointe de la CGT Cadres, chargée du dossier à la confédération. L'admettre est une chose, agir en est une autre. De façon préventive, sans attendre les scandales. Comme celui survenu au sein du comité d'entreprise de la RATP et révélé en 2011 après une série de courriers anonymes envoyés à la direction. Un responsable de l'Unsa, se faisant surnommer « le Roi », y était accusé d'échanger des avancées de carrière contre des faveurs sexuelles.

Pour une affaire qui sort, combien de comportements déplacés passés sous silence ? De même qu'au bureau, celles qui s'enga-

gent dans l'action syndicale doivent souvent affronter des clichés bien ancrés dans la tête des adhérents comme des militants. « Il n'y a pas de hasard. Si la représentation féminine n'est pas au niveau qui devrait être le sien, c'est qu'il y a un fond de sexisme derrière », reconnaît François Hommeril, le nouveau président de la CFE-CGC. Et celui-ci parle en connaissance de cause : la centrale des cadres ne compte aujourd'hui qu'une seule femme secrétaire nationale chargée... du handicap !

**DOUBLE PEINE.** Pas assez fortes ou combattives, plus intéressées par le social et l'administratif que par la lutte collective... Tous les stéréotypes sont bons pour justifier la mise à l'écart des femmes des postes les plus en vue ou les plus sensibles. Déléguée du personnel ou membre du CHSCT ? Sans problème ! Secrétaire du comité d'entreprise ou déléguée syndicale centrale ? Euh... « Parfois, celles qui viennent au syndicalisme parce que victimes de sexisme au travail se retrouvent confrontées au problème une deuxième fois. C'est la double peine », observe Rachel Silvera, maître de conférences à Paris Ouest Nanterre La Défense.

Codirectrice du réseau Mage (Marché du travail et genre), la chercheuse vient de publier une enquête fouillée sur « les freins et leviers à l'accès et au maintien des femmes aux responsabilités syndicales à la CGT ». Seule centrale à avoir statutairement imposé, depuis 1999, la parité dans sa direction confédérale, la CGT doit toutefois se battre contre un vieux fond de machisme. Lors d'un comité confédéral national qui étudiait les candidatures, un élu a ainsi balancé : « Il faut être femme, immigrée, pour rentrer à la commission

exécutive ? » Un raccourci qui en dit long sur la réticence à partager le pouvoir. « De nombreuses dirigeantes parlent de sexisme au sein de la CGT, sous différentes formes. Ce qui pourrait expliquer que certaines aient renoncé à renouveler leur mandat », relève Rachel Silvera.

Les témoignages qu'elle a recueillis sont édifiants. Tel celui de cette jeune femme qui, tout juste élue à la tête de son syndicat, se voit demander comment elle va faire avec ses enfants. Ou celui de cette « petite » qu'on propose de raccompagner le soir après les réunions car, toute seule sur la route, ça pourrait être dangereux... Ou, enfin, celui de cette secrétaire d'union locale qui, parce qu'elle a raté une manifestation – sur dix-sept – pour emmener son enfant chez le médecin, se le voit reprocher durant des mois alors que d'autres camarades n'en ont suivi que deux.

« Dans les syndicats, c'est comme dans l'entreprise, les hommes nous renvoient tout de suite à notre condition de femme, pas à notre fonction », regrette Pauline\*, syndiquée à CGT. Des comportements qui rabaissent et ramènent les femmes à leur corps. « Paternalisme et condescendance maintiennent une relation inégale, ils instaurent une forme de domination », décrypte Rachel Silvera, par ailleurs auteure d'*Un quart en moins. Des femmes se battent pour en finir avec les inégalités de salaires* (éditions La Découverte).

Si peu de femmes s'engagent dans les instances syndicales, c'est aussi parce que l'exercice d'un mandat est vécu comme un sacerdoce. « L'organisation du travail syndical est bâtie autour de pratiques excluant pour les militantes », analyse Rachel Silvera. Les réunions ont lieu tard le soir et les hommes ont tôt fait de signifier

*Suite*

*Liaisons sociales octobre 2016*

aux femmes que leur place est ailleurs. «On se bat pour l'équilibre vie professionnelle-vie privée dans les entreprises, mais on ne se l'applique pas!» pointe Marion. Les codes restent masculins et la lutte emprunte un langage militaire – des actions «coups de poing», un «bras de fer», etc. – dans lequel les adhérentes ne se reconnaissent pas forcément. Pour celles qui refusent de s'y plier, il n'est pas toujours simple de se faire entendre. «J'appartiens à une nouvelle génération qui conçoit le syndicalisme de façon différente. Moi, je ne gueule pas. Je n'aime pas parler pour ne rien dire. Pour eux, je suis trop lisse, pas assez poing levé», relève la syndicaliste. Une attitude qui déconcerte aussi le camp d'en face. Comme dans cette réunion paritaire où le représentant patronal s'est permis une remarque humiliante: «Enfin, on entend votre voix, vous n'êtes pas simplement là pour faire joli.» Même si l'omerta reste la règle, les centrales commencent à lancer des plans d'ac-

tion et des guides pratiques, comme à la CFDT et à la CGT. «On a pris du retard à considérer que c'était un sujet, reconnaît Christophe Dague, secrétaire général de l'Union départementale CFDT de Paris. Il existe une tolérance sur le sexisme, à la différence du racisme.» Lors d'une interview sur le site de la confédération fin 2015, le leader cédétiste Laurent Berger l'a aussi dit haut et fort: «Le sexisme est incompatible avec nos valeurs syndicales.» Des mots qui ont libéré la parole de nombreuses femmes en interne. Un élu a d'ailleurs été démis de son mandat pour avoir tenu des propos intolérables à l'encontre d'une militante.

**FORMATION ET COLLOQUES.** Depuis 2009, la CFDT Paris anime avec l'Association européenne des violences faites aux femmes au travail une journée sur la prévention des violences sexistes et sexuelles au travail. Quelque 2000 élus ont été formés. Cette expérience devrait

être étendue à d'autres territoires. Le 23 novembre, la centrale organisera un colloque sur le sujet. Mais la CFDT, à l'instar des autres syndicats, avance doucement. «Y aller frontalement sur le sexisme en interne n'est pas la bonne solution», estime le leader de la CFDT Paris. Dans le plan d'action mixité, on parle ainsi plus de formation à «la régulation» des propos sexistes que d'interdiction.

Force ouvrière aussi va pianissimo sur le sujet, abordé lors des stages sur l'égalité professionnelle. Preuve que les consciences s'ouvrent, ils sont suivis par autant d'hommes que de femmes. «Les relations se normalisent, le sexisme est davantage d'actualité, il y a une volonté de progresser, assure Anne Baltazar, secrétaire confédérale FO chargée de l'égalité et du handicap. Les femmes parlent plus, il y en a toujours une pour pousser un coup de gueule lors des meetings.» ♦

\* Le prénom a été modifié.